

# QUE FAIRE ?

JOURNAL COMMUNISTE D'INFORMATION

## Ce que tout gréviste doit savoir.

Juillet 2014

Depuis maintenant des années les ouvriers de notre pays comme ceux de l'Europe savent qu'il est vain de faire grève car elle est **perdue d'avance**. Depuis plus de 40 ans aucune grève n'a été brisée par la police ou l'armée. Et alors que tout le vingtième siècle a été secoué par des mouvements ouvriers puissants qui faisaient céder le patronat, les capitalistes, désormais c'est fini.

A quoi ressemble une grève « moderne », généralement elle se produit à la fin d'un processus de restructuration capitaliste comme nous l'avons observé récemment dans la sidérurgie, les pneumatiques. Des ouvriers au bout du rouleau, qui occupent, menacent de foutre le feu, séquestrent et .... Signent des accords, plient devant un



De gauche à droite : Pierre Gattaz (Medef), Laurent Berger (CFDT), Carole Couvert (CFE-CGC), Jean-Paul Delevoye (président du Conseil économique, social et environnemental), et Thierry Lepaon (CGT), le 22 Janvier dernier

constat d'échec évident : et oui **Mr Mittal** ou **Mr Continental** feront ce qu'ils voudront. C'est eux les propriétaires, c'est vous les prolétaires.

Alors on discute sur le montant de la prime de départ. Mais c'est foutu. On a perdu. Les centrales syndicales se félicitent de l'accord, les permanents syndicaux rentrent dans leurs douillets bureaux puis vont dans des congrès faire les beaux et se gaver dans de luxueux hôtels. Certains, accouinés en secret à des partis politiques seront candidats aux élections et jureront qu'ils « *continuent le combat là où se prennent les décisions* ».

Bien sûr entre deux grèves on se fait une petite manif, histoire de montrer aux camarades qu'on n'oublie pas. Manifs ?, ces défilés bruyants et ultra minoritaires,

dans lesquels les mots d'ordre sont couverts par l'inévitable « camion sono » de la fédé avec sa musique techno. Manifs ?, ces cortèges éphémères dominés par la publicité des « grandes centrales syndicales » avec leurs drapeaux et banderoles uniformes ?

Rien ne va plus, camarades ! Demandez aux anciens, eux qui ont fait grève pour leurs droits, leurs salaires, mais aussi contre les guerres. Eux qui ont fait reculer le pouvoir. Eux qui ont ouvert la conscience de millions d'hommes et de femmes. Car la grève c'est d'abord cela. C'est une école de classe. Le premier pas que l'on franchissait lorsqu'on comprenait que rien ne serait acquis, jamais, et qu'il fallait prendre, s'imposer, quitte à bouffer une fois par jour.

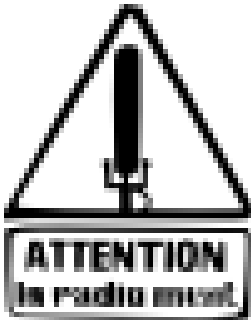
Grévistes, aujourd'hui certains le sont par habitude. Ils font grève comme on vote. Ils se baladent en cortège festifs, sans espoir. D'autres sont grévistes par métier. Les patrons des syndicats savent très bien agiter quelques ouvriers révoltés qui démarrent la grève, quand ils sont au bout du rouleau (fatigue, pognon perdu) le camarade de la Fédé arrive et tout rentre dans l'ordre. C'est vrai que ce n'est plus la peine. On attendra bien les prochaines législatives ou présidentielles. Et le temps passe. 3 ans par ci, 5 ans par là, la vie des ouvriers s'écoule, s'écroule, de scrutin en scrutin; de gauche à droite. C'est comme un rituel, une religion. Mais pour les patrons, les capitalistes, le temps c'est de l'argent. Ce temps perdu, ces illusions propagées par les partis de gauche, de droite, d'où on veut, et leurs syndicats, ce sont des bouffées d'oxygène pour le capital.

C'est cela qu'il faut savoir. C'est cela qu'il faut nommer: trahison. On fait grève et on se retrouve dans un isolement, ça s'appelle du réformisme.

On fait grève par-dessus (contre) les centrales syndicales, on crée des coordinations d'ouvriers, on élargit la grève à d'autres branches de travail, on contacte les copains de l'Europe qui sont dans la même situation, on occupe les usines, on favorise les liens entre les quartiers ouvriers et les grévistes, on empêche les journalistes de faire leur sale travail et on s'adresse directement à la population, on crée des caisses de solidarité pour durer. On bloque les secteurs stratégiques du pays (transports, énergie, communications...), et là ..... on peut commencer à discuter. On n'est pas encore sûr de gagner mais au moins on a créé un **rapport de force**. Voilà ce qu'est une grève.

France-Inter : départ à la retraite.

C'était un pilier de la radio France-inter. La coqueluche d'une certaine gôche bien pensante, avec ses bons sentiments. Il parlait des grèves, des guerres, des pauvres. Il déplorait, compatissait. Mais de solutions, ou des pistes de solution ? Non, jamais ! Il se disait « *éthiquement de gauche* » et surtout « *objectif* ». Nous parlons de **Daniel Mermet** dont



l'émission « là-bas si j'y suis » vient d'être arrêtée par la Direction. Mermet à 72 ans. Co-fondateur du mouvement Attac dont on avait remarqué l'allégeance dégoulinante à son boss lors de la nomination par Sarkozy de Philippe Val à tête de France Inter. Philippe Val, rédacteur en chef de Charlie-

Hebdo bien connu pour son soutien sans faille à la politique de colonisation de la Palestine et son anti-communisme.

Une de nos lectrices nous a fait parvenir le courrier qu'elle a adressé à France-inter :

« *France Inter est au service du grand capital,*  
xxxxxx le 1er Juillet 2014,

*Monsieur Daniel Mermet, Chers amis de son équipe.*

*Evidemment je vais signer cette pétition car le fait de supprimer votre émission est la caractéristique de l'Etat fasciste qui nous régente.*

*Le fascisme, à un moment donné, éjecte sans ambages, les "voix de son maître" quand il s'imagine qu'il a tout gagné.*

*Si le contenu de vos émissions, avait l'apparence de dénoncer ce système capitaliste qui n'engendre que désastres économiques et humains, dans toutes vos émissions vous avez toujours brandi votre anticommunisme viscéral comme un épouvantail, ledit épouvantail étant brandi par la grande bourgeoisie pour ancrer dans les consciences des esclaves salariés qu'il n'y aurait aucune alternative au capitalisme triomphant !!!!!*

*Le capitalisme, à un moment donné, n'a plus besoin de "tièdes" il veut des laquais ! à ses yeux vous êtes tiède, il vous vire, vous et vos camarades, avec cette insulte majeure " vous seriez trop vieux" !!!! Je vous rappelle, et vous le savez certainement, que le sinistre Jacques Attali, laquais au service du capitalisme, trouve que les " vieux vivent trop longtemps" !!!!!!!!!!!!!*

*Ma foi, j'ai 75 ans, et je péte la flamme !!!!!!!!!!!!! et,*

*adulte enfant d'une famille exterminée, je reste fidèle à mes engagements communistes pour l'édification d'une société débarrassée du capitalisme qui, pour maintenir toujours haut son taux de profit, n'hésitera pas, encore une fois, à massacrer des millions d'êtres humains.*

*In fine, le fascisme gère la France et vous en êtes la victime, malgré votre docilité.*

*Je signe cette pétition car votre éviction est insupportable pour la militante communiste que je suis.*

*Très cordialement*

*Xxxxx*

*Mais pourquoi ne le diraient ils pas tout haut ?*

Nous vivons une époque « décomplexée ». Une fois les ouvriers et les travailleurs écrasés politiquement et économiquement, grâce à la collaboration active des syndicats et des partis de gôche, pourquoi les maîtres capitalistes devraient ils prendre des gants avec nous ?.

Un de leurs larbins, Jacques Attali, qui a « conseillé » tout le monde et en particulier le socialiste à la francisque F.Mitterand, déclare dans son livre « l'avenir de la vie » :

« *dès qu'il dépasse 60-65 ans, l'homme vit plus longtemps qu'il ne produit et il coûte cher à la société. La*

*vieillesse est actuellement un marché, mais il n'est pas solvable. Je suis, pour ma part, en tant que socialiste, contre l'allongement de la vie. L'euthanasie sera un des instruments de nos sociétés futures* ».

Comme ça on est fixé. On comprend mieux les pseudos débats sur « la fin de vie ». On va légiférer là-dessus. Augmenter les frais médicaux, réduire le personnel dans les hôpitaux : c'est pas assez rapide.

Comme pour les usines « non rentables », les humains « non solvables » seront délocalisés directement ...au cimetière ! Euthanasie, euthanasie !! **Heil Attali !**

## P.I.B

Le PIB fait partie des mots sacrés, comme le PNB, le RSA, le SMIC, et tous ces sigles qu'on entend débiter sur toutes les télé.

En fait c'est un indice arbitraire qui sert à calculer l'évolution économique d'une société donnée.

Quand « tout va mal », comme en ce moment, ce fameux PIB plonge, frôle le zéro. Mauvaise image. Mais comment faire, les chiffres sont les chiffres ! Erreur chers lecteurs ! En fait les capitalistes et leurs pantins Présidents ou Ministres s'y connaissent en

chiffres. Vous le savez bien d'ailleurs. Vous connaissez les chiffres du chômage, et vous savez qu'il est facile de truquer les statistiques.

Pour le PIB l'Europe vient de faire fort, très fort. Comme tout se casse la figure nos grands penseurs-tricheurs ont trouvé une solution. Pour le calcul du PIB dans la zone euro on va donc intégrer aux statistiques ..... Les recettes du trafic de drogue et de la prostitution.

« si le trafic de drogue ou la contrebande représentent un coût économique et social non négligeable pour les Etats, ces activités génèrent aussi de la richesse.

Un dealer qui écoule sa demi-tonne de cannabis et s'achète une Bentley contribue aussi à la croissance de la consommation ! »

Oui vous avez bien lu. Il y a plus de 150 ans K. Marx notait que le capitalisme engendrait une « productivité du crime ». A-t-il imaginé qu'un jour les nations l'intégrerait dans une indice de croissance ?

Mais, me direz vous, comment fait on pour calculer ces recettes forcément ... discrètes et illégales ?

Pas de problème :

« L'Insee (les gens qui font les statistiques) sait évaluer, avec une certaine précision, les revenus de cette fameuse « économie criminelle ». Nos statisticiens nationaux font, par exemple, bien le distinguo entre les activités dissimulées, comme le travail au noir, et les activités criminelles, telles que le trafic de drogues. Les activités dissimulées, elles, sont d'ailleurs comptabilisées depuis assez longtemps et estimées aux alentours de 3,4% du PIB. »

Mais reste une question .... Morale. Car c'est en fait légitimer le trafic de drogue et d'êtres humains. Alors l'Insee et l'Etat français vont faire ainsi :

La France est du genre « bon élève » et ne souhaite pas se mettre en porte-à-faux vis-à-vis de Bruxelles. C'est pourquoi elle lui transmettra les chiffres comprenant ses estimations des revenus de l'économie criminelle. Pour autant, ils ne seront pas rendus publics... » .

Cette société capitaliste et ses agents préfère truquer, tricher, utiliser les méthodes les plus méprisables, pour maintenir une vitrine potable. Mais dès qu'on gratte un peu le vernis « démocratique » et moraliste qu'on nous propose c'est toute la bassesse et la froideur de ce système qui se révèle. **Il n'appartient qu'à nous que cela cesse.**

**On comprend mieux à la lecture de ces informations tous les mouvements - défendus et promus par les états - pour la dépénalisation de certaines drogues et les revendications visant à considérer que la prostituée est en quelque sorte un auto-entrepreneur !**

## Un ministre des finances .... Prudent.

Mr Sapin - socialiste - descend d'une noble lignée, celle de Philippe III le hardi, il est passé par les mouvements trotskystes avant d'intégrer l'appareil de l'état.

Mr Sapin est ministre des finances. Il a du déclarer et publier ses revenus. Qu'y apprend on ? :

« C'est un gros propriétaire terrien et immobilier qui ne s'encombre pas de valeurs mobilières. On peut dire que Sapin est bien enraciné dans notre terroir avec des terres agricoles, bois et bâtis d'exploitation situés dans l'Indre (36) et il n'a pas de problème pour valoriser le quart d'une indivision. Le reste de son immobilier se situe en Savoie et à Paris.

**Le plus étonnant est que notre ministre des Finances possède des pièces d'or pour une valeur de 30 000 euros, soit plus que le montant de ses dépôts au Crédit Agricole (17 161,73 euros).**

Vous vous rendez-compte, pas un contrat d'assurance-vie en euro, pas un Livret A, presque pas de dépôts mais des pièces d'or... Michel Sapin craindrait-il quelque chose sur le front des obligations françaises ? En tout cas, il applique un des grands principes de gestion patrimoniale capitaliste: surtout pas d'épargne trop près de l'Etat ! ».

En effet en cas de gros problèmes, vous savez : la crise, la dette, et tout ça, rien ne vaut mieux que la pierre, la terre et l'or.

La Caisse d'Epargne, c'est pour les pauvres, foi de ministre (de gôche).

A propos du Pacte Transatlantique :  
Que veut la CGT ?

**Les intérêts de la CGT et de la gauche réformatrice dans cette affaire**

Monsieur Jäcklein (CGT) a déclaré : «Le traité de libre-échange transatlantique, **préparé dans la plus grande opacité**, pousse en effet plus loin encore la domination des multinationales, car il se résume, de plus en plus clairement, à un grand agenda de libéralisation des deux économies, américaine et européenne. Il y a danger à voir se



*répéter les erreurs qui ont présidé à la création du Marché commun européen par le Traité de Rome en 1957*». Peut-on être plus explicite ?

La direction de la CGT souhaite être conviée aux pourparlers – avoir droit au chapitre à la table de négociation, histoire de contribuer à faire avaler la pilule amère aux salariés. Pourquoi cet appel du pied de la CGT ? Pour lever l'opacité des négociations dans cet accord qu'elle-même déclare mortel pour le prolétariat ? Monsieur Jäcklein poursuit : «*L'UE a mis les travailleurs des pays membres en concurrence entre eux et [fut] un fer de lance du dumping social*». En clair, construire «*la voix d'une autre Europe sociale qui refuse la mise en concurrence et l'opposition entre les peuples*».

Les ouvriers français devraient expliquer à ces messieurs Jäcklein et Lepaon que pour construire une telle Europe non capitaliste, véritablement socialiste, **il faut d'abord abattre l'Europe impérialiste**. Tant que ce mode de production et d'échange, hégémonique, dominera l'économie européenne, les politiques, les traités et les ententes, la monnaie et les jeux d'alliances entrent ceux qui dirigent les gouvernements européens (locaux, régionaux, nationaux et multinationaux); la concurrence se poursuivra, car elle est inscrite dans le code génétique du capitalisme qui ne peut être réformé.

Le fonctionnaire syndical se vante même d'une victoire à la Pyrrhus, et déclare : «*Il y a tout juste deux ans, c'est en effet un mouvement citoyen qui a fait échouer la tentative d'imposer un accord sur la contrefaçon (« ACTA ») au Parlement Européen. Nous sommes loin d'être démunis!*» En effet, le grand capital européen ne souhaitait pas l'accord ACTA «tel quel», car la contrefaçon dont il est question se pratique souvent à l'intérieur même des frontières de l'Union et le traité ne traitait pas suffisamment de cet aspect. De plus, la Chine et l'Inde, deux pays fortement visés par L'ACTA doivent être ménagés compte tenu de leur importance grandissante dans l'économie et le financement des déficits commerciaux internationaux. Enfin, l'ACTA n'a pas été abandonné, mais simplement référé à la Cour de justice européenne où se mèneront les tractations entre intérêts impérialistes rivaux avant que l'Accord ne soit entériné par la partie européenne avec modifications cosmétiques, futiles, à propos de la «sécurité des données» visant soi-disant à protéger la vie privée. Ce qui apaisera les associations citoyennes protestataires, manipulées par les grands groupes de presse.

Chacun sait que les services de renseignements écoutent déjà ceux qu'ils veulent et quand ils le veulent. L'ACTA n'est pas nécessaire pour cela. L'ACTA vise à organiser l'espionnage industriel, la surveillance et la protection de la recherche et des brevets, et pas du tout l'espionnage de l'ouvrier lambda manipulant sa machine à souder sur un chantier.

À la fin de l'entrevue, l'aristocrate syndical semble illuminé et il dévoile l'agenda caché de la CGT : «*Ce sont les*

*travailleurs qui créent les richesses, et sans respect pour leurs préoccupations, leurs conditions de travail, et leur légitime revendication sur la hausse de leurs salaires, il n'y aura pas de sortie de la crise. Face au traité de libre-échange transatlantique que l'on tente de nous imposer, l'exemple de Seattle nous montre que nous pouvons gagner et imposer un autre agenda.*»

Félicitations, Monsieur Jäcklein, les ouvriers créent la richesse, grande vérité que vous venez d'affirmer. Mais s'il en est ainsi pourquoi vous contenter d'exiger une prise en compte de leurs préoccupations et de leur «légitime» revendication face à ces traités et ces accords inégaux dits de «libre-échange» qui légifèrent et conditionnent et administrent des marchandages qui ne sont absolument pas libres. La majorité des échanges entre l'Amérique du Nord et l'Union européenne concernent des **échanges entre filiales d'entreprises multinationales-mondialisées** ayant des usines, des entrepôts, des réseaux de distribution des deux côtés de l'Atlantique et ailleurs dans le monde.

### **Les ententes internationales entérinent les situations internationales**

Messieurs de la CGT, ce qu'il faut dire aux militants c'est que ces tractations, accords, traités et ententes de «libre-échange» ne sont pas la **cause** des délocalisations d'entreprises et des usines ni la **cause** de la concurrence imposée aux salariés européens et du monde entier, mais ils sont la **conséquence** de cette situation exigée par le développement capitaliste de l'économie – du mode de production impérialiste mondial. Les traités et les ententes de «libre-échange» ne sont jamais que des papiers, des accords signés après coup, qui viennent entérinés – cristallisés – officialisés un état de fait déjà fortement implanté sur le terrain industriel, économique, commercial, gouvernemental et social. C'est donc en amont des traités et ententes qu'il faut combattre le mal et non pas en aval (c'est-à-dire contre les effets de ces fatales calamités).

Lutter en amont de ces souffrances qu'infligent ces ententes et ces accords inégaux et obligatoires (du moins tant que le mode capitaliste de produire et d'approprier prévaudra) ça signifie combattre non seulement l'austérité et les traités qui l'accompagne, mais surtout combattre le capitalisme dans toutes ses manifestations non pas pour le socialiser, l'amadoué, ou le civiliser, comme vous l'écrivez messieurs Lepaon et Jäcklein, mais pour le renverser, l'éradiquer totalement, complètement, pour construire une société des ouvriers socialistes.

D'ici là camarades militants anti-ententes-de-libre-échange, résister de toutes les façons possibles à ces accords, dont le péché n'est pas d'être négocié en secret, loin des bureaucrates syndicaux, mais dont le péché est de légaliser votre paupérisation, votre mise à la «raison» d'État, votre répression et votre liquidation comme classe sociale. Ils reculeront ou alors ils feront face à l'insurrection.

**Contact : [ocf@orgcomfr.com](mailto:ocf@orgcomfr.com)**